

Boston : amère « victoire ». Tant de zones d'ombre...¹

C'est par Twitter, ce nouveau média numérique de masse qui interdit toute analyse et tout recul, qui renvoie le monde papier à l'archéologie industrielle, que les forces de l'ordre ont annoncé avoir mis la main dans la nuit du 19 au 20 avril sur Djokhar Tsarnaev, 19 ans, l'un des deux auteurs de l'attentat de Boston. Son frère, déjà, était mort dans un déluge de coups de feu. « Capturé !!! La chasse est finie. La traque est finie. La terreur a pris fin. Et la justice l'a emporté. Le suspect a été interpellé », s'est enthousiasmé sans guère de nuances la police de Boston. « On l'a eu », a quant à lui réagi le maire, Tom Menino, sur Twitter lui aussi. Alléluia. Encore avait-il fallu scénariser cet exploit pour que la victoire sur « la terreur » soit complète.

Pensez ! 9000 hommes mobilisés pour la chasse à « un » homme. Un exercice militaire de masse dans une ambiance de western, telle que même Hollywood n'aurait pas osé la mettre en scène. Les autorités avaient intimé aux Bostoniens de rester cloîtrés chez eux et de n'ouvrir à personne. Tous les transports en commun avaient été arrêtés, les magasins et les écoles fermés, tout survol d'avion interdit. Les trains ne circulaient plus entre New York et Boston. On n'aurait pas fait mieux si le jeune terroriste avait transporté une bombe atomique. Et au final, apothéose en images, une foule en liesse qui chante sa joie et scande « USA ! USA ! ». Montrant ainsi ce que le nationalisme, excité par un cadrage médiatique sous contrôle, peut avoir de plus primaire. Tout cela, sous l'œil de caméras avides, relayées en direct dans le monde entier par des médias complices, si heureux de mettre du sang à la « une » comme n'importe quel magazine à scandale.

De suite, Barack Obama a ramené tout le monde à la réalité : « Il reste évidemment des questions sans réponses. Entre autres : pourquoi de jeunes hommes qui ont grandi et étudié ici, dans notre communauté et dans notre pays, en sont-ils venus à une telle violence? Comment ont-ils préparé et commis ces attentats et ont-ils reçu une aide ? ». Déjà, nombreux étaient ceux qui pensait avoir trouvé la réponse dans l'origine tchéchène des deux frères, à ce titre des terroristes congénitaux (mais le plus actif des mouvements terroristes dans le Caucase a vite récusé cette « piste »).

Une bonne partie de la presse a embrayé sur les interrogations d'Obama : les frères Tsarnaev étaient des immigrés légaux et scolarisés... Utile rappel au moment où des responsables politiques américains s'empressaient de politiser l'événement. Ainsi, bien vite, le très droitier sénateur John McCain et plusieurs autres élus américains avaient demandé que Djokhar Tsarnaev soit considéré comme un « ennemi combattant » (un statut, celui des détenus de Guantanamo², qui permet qu'un individu soit détenu indéfiniment sans procès ou jugé par un tribunal militaire). Une proposition rejetée par des juristes de la Maison blanche qui ont rappelé que, citoyen américain, ayant commis des actes sur le sol américain, Tsarnaev doit être jugé par une cour civile et « ne sera pas traité en ennemi combattant. » Avec ce sinistre bémol : le fait de passer devant une cour fédérale civile permet d'appliquer la peine de mort, pourtant abolie dans le Massachusetts.

Seuls et djihadistes ?

Il n'empêche. Sans craindre de jongler avec les droits du présumé coupable, grièvement blessé, l'administration Obama a fait savoir, dans un premier temps, que le jeune Tsarnev ne bénéficierait pas de suite de « l'avertissement Miranda » - dont tous les Américains doivent normalement pouvoir bénéficier -, invoquant ainsi une exception pour les cas où la sécurité publique est en danger. En clair, les forces de l'ordre ont pu interroger le suspect sans lui rappeler qu'il a le droit de garder le silence et de réclamer un avocat. Certains spécialistes du droit n'ont pas manqué de dénoncer les abus auxquels cette « exception » peut mener, en notant que la justice américaine peut ainsi garder pour elle les informations récoltées auprès d'un suspect.

A l'hôpital où il est soigné, Djokhar Tsarnaev aurait déclaré aux enquêteurs que son frère avait dirigé les attaques mortelles de la semaine dernière et affirmé qu'aucun groupe terroriste international n'était concerné. Cela, paraît-

¹ Par **Maurice Magis**, chargé de la communication à l'ACJJ – avril 2013.

² Obama avait promis de fermer la zone de non-droit de Guantanamo. La moitié des détenus y sont en grève de la faim pour protester contre l'inertie de la Maison-Blanche. 80 d'entre eux ont été blanchis mais restent emprisonnés dans des conditions inhumaines depuis trois ans.

il en dodelinant de la tête pour répondre « oui » ou « non » aux questions. Premier verdict : selon une source gouvernementale, « les interrogatoires préliminaires avec Tsarnaev avaient montré que les deux frères pouvaient être considérés comme des djihadistes qui se sont radicalisés par eux-mêmes ». Exit, donc, la théorie du « grand complot » international mais drôle de contorsion. D'autant que Djokhar Tsarnaev encourt, on l'a dit, la peine capitale, les charges retenues contre lui évoquant l'utilisation d'« armes de destruction massive (ADM) » ayant entraîné la mort. Ainsi, « détail » surréaliste, les autorités américaines placent sur le même plan des casseroles truffées d'explosifs et des armes nucléaires, biologiques, chimiques ou radioactives. Mais il est vrai que, depuis quelques années, le terme d'ADM est utilisé par l'administration judiciaire pour caractériser certains actes terroristes ou incivilités consistant à menacer d'ADM tels que les bombes, grenades, mines et fusils à « calibre supérieur à 12,7 millimètres. ». Une manière d'ouvrir large le catalogue des ennemis de l'Amérique... et d'éviter de nécessaires questionnements sur des comportements criminels qui sont autant de cas particulier. De ne guère éclairer, non plus, les motivations des deux jeunes terroristes, entre la radicalisation islamiste supposée de l'aîné, l'éventuelle emprise sur son cadet ou la frustration sociale des deux jeunes hommes.

Le « drôle de jeu » du FBI

Cela dit, que sait-on de ces frères ? Ils sont de religion musulmane. Djokhar Tsarnaev, 19 ans, arrivé aux Etats-Unis dix ans plus tôt, récemment naturalisé, a juré fidélité à sa nouvelle patrie le 11 septembre 2012. Tous les témoignages concordent pour le présenter comme un « Américain assimilé », scolarisé et sportif, ses condisciples parlent de lui comme d'un ami serviable et extraverti. Autre parcours pour son frère Tamerlan plus âgé de sept ans mais qui avait obtenu la fameuse « carte verte », un document assurant une résidence légale aux Etats-Unis. Un exploit surprenant quand on sait qu'en janvier 2011, les services russes avaient invité leurs confrères américains à s'intéresser à Tamerlan, arguant d'« informations selon lesquelles il serait un disciple de l'islam radical » depuis 2010.

Le FBI a bien mené une enquête. Tamerlan a été rapidement interrogé. L'agence a conclu « n'avoir décelé aucune activité terroriste, intérieure ou extérieure » chez Tamerlan. Néanmoins, la décision était prise de ne pas lui accorder la nationalité américaine... parce qu'il se serait rendu coupable de violences conjugales sur sa petite amie, selon le *New York Times*. Cela avant de se marier avec une américaine convertie à l'islam et de faire un enfant. Il n'aurait donc droit qu'à la « green card ». Pourtant, en janvier 2012, il s'est rendu au Daghestan, une république de la fédération de Russie, où se concentrent de nombreux réfugiés tchéchènes et où il reste plus de six mois. Selon les témoignages de ses parents, qui vivent actuellement dans cette république membre de la Fédération de Russie, leur fils n'y aurait eu qu'une activité « familiale » et son père affirme qu'il voulait simplement renouveler son passeport russe.

Il n'empêche. Il est revenu, semble-t-il, de Russie plus radicalisé, il a posté sur son compte You Tube des vidéos vantant la guerre sainte. De ce fait, le comportement des services de sécurité russes et américains, qui ne passent pas pour des enfants de chœur, ont de quoi surprendre. Ainsi, si les premières informations fournies par Moscou sur la dangerosité supposée de Tamerlan étaient argumentées, comment a-t-il pu entrer en Russie, comme un touriste ordinaire, sans être interrogé ?

Quant au comportement du FBI, il interpelle tout autant. Plusieurs sources affirment qu'il était pisté depuis 5 ans. « Ils le suivaient à la trace », a affirmé sa mère, parlant d'« un grand show, un spectacle » et affirmant que son fils était considéré comme suspect depuis 2008. Même son de cloche chez son père, interviewé par un quotidien russe : Tamerlan, sans travail, « était en permanence sous surveillance. Des hommes du FBI venaient chez lui, en expliquant que c'était pour prévenir des attentats ». Il serait devenu très religieux après son mariage et allait à la mosquée tous les vendredis. « Mais il était un bon musulman et ne pouvait pas faire ce dont il est accusé », clame M. Tsarnaev. Refusant de croire à la culpabilité de son cadet, il a qualifié les poursuites contre ses fils de « commande politique, show hollywoodien » mis en scène par les services spéciaux américains. Et donc, selon lui, « Ils ne voulaient piéger que Tamerlan, et Djokhar s'est juste trouvé au mauvais moment au mauvais endroit ».

Terrorisme Internet

Comme l'a noté à propos *Le Monde*, « Le profil des auteurs des attentats de Boston a mis en lumière une étude récente publiée par la Rand Corporation, un organisme proche des services de sécurité, selon laquelle, sur les

104 projets d'attentat recensés aux Etats-Unis depuis 2001, les trois quarts impliquaient des citoyens américains. Ce terroriste-là n'aurait plus besoin de partir s'entraîner au djihad dans les zones tribales du Pakistan. Eduqué, il suffirait au nouveau 'terroriste Internet' de suivre les prêches salafistes sur la Toile, où il acquiert aussi le bagage nécessaire à la menée d'opérations qui peuvent aussi bien être organisées de l'extérieur que le résultat d'initiatives isolées³».

Avec, sans doute, d'autant plus de facilité que « Leurs visages, sous leurs casquettes de baseball, ressemblent à ceux d'autres jeunes hommes presque partout dans le pays. Et pourtant, ils sont aussi l'incarnation d'un danger croissant dans toutes les villes d'Amérique : ces jeunes désabusés, prompts à basculer dans la radicalisation quelle qu'elle soit, et à laisser libre cours à leur colère par le biais d'une violence extrême. Tandis que les réseaux planétaires, comme celui qui, sous la férule d'Al-Qaïda, avait frappé le 11 septembre 2001, perdent leurs chefs et leur marge de manœuvre, ce sont de plus en plus souvent des groupes moins importants, voire des individus isolés qui passent à l'action, en utilisant des bombes artisanales », a lucidement analysé le *Boston Globe*, le premier quotidien de la région. Qui mettait en garde : « Cette menace, Boston et le reste des Etats-Unis devront désormais y faire face dans un avenir prévisible. (...) La fascination qu'exerce un imam charismatique n'est pas vraiment différente de celle d'un chef charismatique de la suprématie blanche, d'un militant anti-avortement ou d'un extrémiste qui défend les droits des animaux. Tous, par le passé, ont poussé leurs disciples à perpétrer des attentats⁴».

Demi-victoire d'Obama...

Sur un tout autre plan, il est difficile de ne pas relever la concomitance entre l'attentat et deux faits politiques majeurs. On parlera pour l'heure de coïncidence. Obama vient d'enregistrer une demi-victoire et un échec politiques.

Le président avait fait de l'adoption d'une loi sur les conditions d'accès des immigrés sans papiers à la nationalité américaine, un chantier prioritaire. En attendant, républicains et démocrates ont négocié un laborieux compromis sensé ouvrir la voie vers la régularisation pour les 11 millions d'irréguliers. Au nom du business et de la « compétitivité » du pays, il est prévu de favoriser d'abord l'immigration de travailleurs diplômés au détriment d'une partie, au moins, de l'immigration familiale.

Mais en outre, la pente sera longue et dure à monter. Vu le pressing des républicains les plus conservateurs, le « chemin » vers la nationalité durera treize ans, ne concernera que les illégaux entrés avant le 31 décembre 2011 et ne s'ouvrira que lorsque les 3 200 km de frontière avec le Mexique auront été « sécurisés » (au prix de 6,5 milliards de dollars en 10 ans. Une gageure). Les candidats devront parler anglais, payer une amende de 500 dollars et attendre leur tour dans le long cortège des aspirants à l'immigration. D'autres éléments de cette proposition de loi concernent les futurs impétrants. Pour bénéficier d'une des 120 000 cartes de résident annoncées, les candidats accumuleront des points en fonction de leur niveau d'études, de leurs talents et, éventuellement, de leurs liens familiaux aux Etats-Unis et de leur durée de séjour. Malgré ces concessions présidentielles, l'adoption de la réforme n'est pas acquise. Il faudra 60 voix au Sénat et surtout une majorité à la Chambre, dominée par les républicains.

...et échec politique

C'est sur un autre sujet sensible que Barak Obama a connu un triste échec. Le 17 avril, le Sénat a rejeté, à quelques voix près, une mesure, pourtant peu ambitieuse et vidée de l'essentiel de sa substance par les deux partis. Une proposition visant à empêcher les criminels et les individus atteints de troubles mentaux sérieux de se procurer des armes de guerre. Les achats sur Internet, dans les foires privées, dans les magasins de sport et les armureries auraient été soumis à une vérification des antécédents psychiatriques et judiciaires de l'acquéreur. Une simple mesure de bon sens.

³ « Le nouveau visage de la peur ». *Le Monde* daté du 20 avril 2013.

⁴ « Boston : les frères Tsarnaev, des 'amateurs' aux mains propres ». *Le Boston Globe* du 20 avril 2014 (traduit par le *Courrier international*).

Pendant quatre mois, le président aura bataillé, négocié, concédé en vain. Et il n'a pas, cette fois, dissimulé sa colère : parlant d'« un jour de honte », il a déclaré : « Le peuple américain tente de comprendre comment quelque chose peut être soutenu par 90 % des gens et ne pas se réaliser ? »

« Le consensus national écrasant autour du renforcement d'un ensemble ridiculement laxiste de lois sur les armes a tourné court. Parce que la seule chose qui compte pour ces législateurs est une allégeance aveugle et irréfléchie au lobby des armes à feu » a éditorialisé le *New York Times*. Avant ce vote, l'interdiction des armes d'assaut - pourtant considérées au sens de la loi comme des ADM, avait déjà été rejetée, ainsi qu'une proposition visant à limiter la capacité des chargeurs d'armes à feu. Comme, d'ailleurs, l'ensemble des tentatives de réglementation depuis l'expiration de l'interdiction sur les armes d'assaut en 2004.

Le grand vainqueur ? La National Rifle Association (NRA), une puissante et très riche association qui s'est donné pour tâche de promouvoir les armes à feu aux États-Unis et a dépensé des sommes folles pour harceler les élus. Les vaincus ? Le président, à nouveau mis au coin par les manœuvres de l'ultra-droite, des élus aux ordres des marchands d'armes (Obama a carrément accusé les sénateurs républicains de mentir en invoquant des arguments tout droit empruntés au lobby des armes). Et le peuple américain. Un amendement à la Constitution, datant... de 1789, stipule qu'« Une milice bien organisée étant nécessaire à la sécurité d'un État libre, le droit qu'a le peuple de détenir et de porter des armes ne sera pas transgressé. »

On sait désormais que, depuis plus de deux siècles, les États-Unis sont engagés dans une révolution permanente (encore qu'ils ont pris l'habitude de se « défouler » dans des terres lointaines). Restent les chiffres, effrayants. Selon un rapport publié par deux grandes organisations américaines de recherche... sur la santé, « Le nombre de morts violentes aux États-Unis est plus élevé que dans tous les autres pays développés, en partie à cause de la possession répandue d'armes à feu et de l'habitude de les entreposer à la maison dans des lieux non verrouillés. » A un point tel que « La violence causée par les armes à feu est l'un des nombreux facteurs qui contribuent au fait que l'espérance de vie est moins longue aux États-Unis que dans les autres pays riches. Les États-Unis comptent la plus grande proportion d'armes par habitant parmi les pays évolués, soit 89 appartenant à des civils par tranche de 100 habitants. De 35 à 50 % de toutes les armes possédées par des civils dans le monde se trouvent aux États-Unis. »